

M. Habel: A mon avis, le député tient des propos tout à fait irrecevables: il prétend qu'on leur a adressé des insultes, quand nous savons que votre inébranlable impartialité ne le tolérerait pas.

M. l'Orateur: A mon avis, le député...

M. Mandziuk: J'invoque le Règlement...

M. l'Orateur: A l'ordre! Il n'est pas nécessaire de relever l'objection. Le député veut nier, semble-t-il, qu'on ait porté des insultes: cela ne constitue pas réellement un appel au Règlement.

Une voix: Reprenez vos mots croisés.

M. Mandziuk: On nous a adressé diverses accusations. On nous a reproché d'être ignorants, d'avoir induit le peuple canadien en erreur, et on l'a non seulement fait dans cette enceinte, mais dans tout le pays. (*Exclamations*) Je suis content d'entendre des exclamations, car je sais que la population canadienne verra dans leur juste perspective certaines des calomnies que des honorables vis-à-vis commettent à l'endroit du premier ministre (M. Diefenbaker), du cabinet, de mes collègues qui siègent sur les banquettes ministérielles. J'en suis tout à fait certain.

Monsieur l'Orateur, outre ces accusations, nous n'avons entendu que des vantardises. Nous avons entendu se vanter d'être supérieurs, par les connaissances et l'expérience, des gens qui pensent posséder les fruits de l'expérience et qui, dans leur langage, ne connaissent que le superlatif. Ils parlent de leur infailibilité, jamais de leurs erreurs. Ils essaient de faire passer leur parti et ceux des leurs qui siègent sur les banquettes avant, sinon ceux des leurs qui siègent à l'arrière, pour des surhommes appelés par les dieux à gouverner le pays et qu'une malchance a rejetés dans l'opposition en 1957 et 1958.

Ils voudraient convaincre les Canadiens que les conditions ne seront jamais les mêmes au pays tant qu'ils ne seront pas reportés au pouvoir. Nous savons donc ce qu'ils diront au cours de la prochaine campagne électorale. Mais, comme tous les Canadiens, je me rends compte qu'ils n'ont qu'un désir, celui de reprendre leurs postes. Pour eux, cela est bien plus important que de trouver une solution aux problèmes de l'heure.

Les libéraux sont impatients d'avoir des élections. Ils vont en avoir, mais ils feraient mieux de s'inquiéter des résultats de ces élections dès maintenant, malgré que le premier ministre du Nouveau-Brunswick, dans son allocution au congrès libéral, ait déclaré:

La première chose, c'était d'élire un nouveau gouvernement libéral ici à Ottawa. Il dit aussi: «Et nous gagnerons, aucun doute là-dessus.» La victoire est dans l'air; son odeur est enivrante.

[M. l'Orateur.]

Si tant de députés de l'opposition sont absents aujourd'hui, c'est peut-être qu'ils ont commencé leur campagne et sont en train de renifler un peu la victoire qu'ils escomptent.

Je veux parler du discours que le chef de l'opposition (M. Pearson) a prononcé au cours du présent débat. C'était un discours marquant. Il a lancé plusieurs défis au gouvernement, lesquels ont été repris par le chœur: «Faites des élections.» Eh bien, nous avons entendu la même chose en 1957.

Puis ils disent que le gouvernement doit se faire réélire sur la foi de ses réalisations. Nous y sommes prêts. Nous n'avons pas honte de ce que nous avons fait. Nous allons parler des promesses électorales que nous avons remplies le mieux que nous pouvions. Le peuple canadien sera juge et jury; c'est lui qui décidera. On nous accuse à la Chambre et dans les assemblées populaires de revenir en arrière et on nous dit de regarder vers l'avenir. Parlant à sa cohorte de sympathisants réunis au Château Laurier, le 3 janvier dernier, le chef de l'opposition nous a accusés de reprendre toujours les mêmes vieilles rengaines. Nous allons jusqu'en 1957. Jusqu'où les honorables députés iraient-ils? Ils reviennent au début de l'histoire. Bien oui, ils ont le droit de faire ça. Je me permets ici de rappeler une observation faite par le chef de l'opposition lui-même (M. Pearson):

Mais, si nous regardons en avant, nous n'en avons pas moins le droit et le devoir de signaler les erreurs et les sottises du gouvernement actuel.

Les Canadiens se formeront une opinion d'après les réalisations des conservateurs. Les Canadiens sauront à quoi s'en tenir.

Mais quelle est la pensée du parti libéral? Quelles sont ses idées? Personne ne le sait. Le pays ne sait pas où en est le parti libéral. Quand j'entends certains de leurs porte-parole de la première rangée...

Une voix: Où sont-ils?

M. Mandziuk: Il a suffi d'entendre le discours prononcé l'autre jour par l'honorable député d'Essex-Est (M. Martin), sans en savoir plus long sur ce qui s'est passé au Canada, pour conclure que, n'eût été le parti libéral, il n'y aurait pas de régime de pensions au Canada. Selon lui, les libéraux ont mis ce programme en marche; nous n'oserions pas les priver de cet honneur. De même, il n'y aurait pas d'allocations familiales, ni d'assurance-chômage. Enfin, monsieur l'Orateur, il n'y aurait rien. Voilà ce qu'on raconte aux Canadiens. Je tiens à rappeler à l'opposition que les Canadiens ne surveillent pas seulement notre parti; ils ont à l'œil l'opposition officielle et le petit groupe qui siège dans le coin, là-bas. Les Canadiens sont intelligents. Ils lisent, ils écoutent la radio,